

Les principales révisions intervenues sur les comptes de la Nation pour les années 2023, 2024 et 2025

Cette note a pour objet d'exposer les principales révisions intervenues sur les comptes nationaux annuels publiés ce 29 mai 2026, par rapport à la publication de l'année précédente (28 mai 2025), ainsi qu'à la publication des comptes trimestriels (résultats détaillés du 4^e trimestre 2025, parue le 27 février 2026). Cette note se concentre sur **les révisions intervenues sur les taux de croissance** des agrégats, qui sont liées à la prise en compte de sources statistiques non disponibles auparavant.

Le déroulement d'une campagne de comptes annuels

Du fait des délais de disponibilité de certaines sources statistiques, l'estimation d'un compte de la Nation pour une année donnée fait l'objet de plusieurs estimations pour une année n. L'estimation la plus aboutie des comptes trimestriels de l'année n est diffusée avec la publication de la première estimation du 1^{er} trimestre de l'année n+1, fin avril. Cette estimation issue des comptes trimestriels est corrigée des jours ouvrables (CJO).

En second lieu, fin mai de l'année n+1, sont publiés des comptes annuels complets bruts (c'est-à-dire non corrigés des jours ouvrables) pour l'année n (compte provisoire), l'année n-1 (compte semi-définitif) et l'année n-2 (compte définitif). **Toutes les révisions présentées dans cette note sont calculées sur comptes bruts y compris entre les comptes trimestriels et le compte provisoire.**

Pour un compte provisoire, les révisions par rapport à la première estimation fournie par les comptes trimestriels proviennent principalement de trois éléments. Tout d'abord, l'établissement du compte provisoire nécessite d'intégrer les comptes définitifs de l'année n-2 et semi-définitif de l'année n-1 ; cette intégration conduit à modifier certaines évaluations relatives à l'année n. Ensuite, le compte provisoire est calé sur des données annuelles devenues disponibles dans l'intervalle, en particulier le compte des administrations publiques, le compte des institutions financières et le compte de l'agriculture. Enfin, le compte provisoire intègre le résultat d'un travail spécifique, visant à assurer la cohérence – d'un point de vue économique – des équilibres emplois-ressources par produit en volume et en prix à un niveau fin.

Pour un compte semi-définitif, les révisions par rapport au compte provisoire proviennent principalement des révisions des sources d'information sur les comptes des administrations publiques et des sociétés financières, de la disponibilité d'informations fines relatives à la consommation des ménages et de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises (Ésane) dans leur

version semi-définitive. Ces statistiques annuelles d'entreprises font la synthèse d'informations statistiques et administratives sur les entreprises non financières (déclarations fiscales, enquêtes sectorielles d'entreprises), qui ne sont pas disponibles au moment de la confection du compte provisoire.

Pour un compte définitif, la principale source de révision par rapport au compte semi-définitif provient de la disponibilité des données de statistiques annuelles d'entreprises dans leur version définitive. En particulier, la valeur ajoutée des entreprises non financières, par branche, du compte définitif est calée sur ces données d'entreprises.

Ainsi, à l'occasion de la publication du compte provisoire 2025, les comptes annuels définitif 2023 et semi-définitif 2024 apportent des révisions aux comptes semi-définitif 2023 et provisoire 2024 publiés l'an passé. En outre, le compte provisoire 2025 apporte des révisions aux premières estimations fournies lors des publications des comptes trimestriels intervenues depuis fin janvier.

1. Révision de la croissance

La croissance n'est pas revue pour l'année 2025, mais est révisée à la hausse en 2024 (+0,3 point) et en 2023 (+0,2 point).

Les révisions cumulées pour l'année 2023 (déjà +0,5 point lors du compte semi-définitif) sont d'ampleur inhabituelles. Cette forte révision en 2023 s'explique en grande partie par le contexte inflationniste : les indices évoluent ainsi fortement en valeur et en prix, ce qui contribue à l'imprécision de la mesure du volume, souvent une résultante. Ce contexte a rendu plus compliqué la réconciliation des différentes données : des écarts habituellement faibles entre sources de données disponibles aux différents comptes se sont avérés pour 2023 plus importants.

Certaines corrections, pour passer d'une donnée observée aux concepts suivis par les comptes nationaux, ont été également plus ardues à estimer : c'est le cas, par exemple, de la correction pour appréciation sur stocks. Les déclarations d'entreprises renseignent sur les ventes et les achats, ce qui nécessite de prendre en comptes les variations de stocks, pour estimer la production. Or, les stocks ne sont pas observés selon un prix homogène entre le début et la fin de l'année. L'appréciation sur stocks qui permet de corriger ce point s'appuie sur les évolutions de prix en cours d'année: dans un contexte où en 2022 et 2023, les évolutions de prix, très fortes, ont été aussi hétérogènes entre les produits, l'estimation de l'appréciation sur stocks a été fragilisée, avec une incertitude sur sa chronique (sa forte contribution négative à la croissance en 2022 puis sa forte contribution positive à la croissance en 2023, avec un effet globalement neutre sur l'ensemble des deux années).

Enfin, face aux évolutions de prix, l'adaptation par les entreprises de leur processus de production a été plus importante que ce que l'on observe habituellement : si les indicateurs sur la production des entreprises sont disponibles dès la première estimation des comptes trimestriels, les informations sur leurs consommations intermédiaires, par secteur, ne sont connues que lors d'un compte définitif grâce à la statistique structurelle d'entreprises. Les hypothèses habituelles d'évolution tendancielle des coefficients techniques, sous contrainte des consommations intermédiaires disponibles dans l'ensemble de l'économie, n'ont pas été confirmées lors du compte définitif 2023.

Figure 1-1: Révision de la croissance économique et de ses composantes

	2025			
	Base 2020	2023	2024	2025
RESSOURCES				
PIB	2 991,1	0,2	0,3	0,0
Importations	1 023,8	0,0	0,6	-0,1
EMPLOIS				
Dépenses de consommation	2 335,0	0,1	-0,2	
- dont ménages	1 545,9	0,2	-0,2	0,1
- dont administration publique	719,6	-0,2	0,0	-1,0
- dont ISBLSM	69,5	0,0	-0,4	-1,7
FBCF totale	663,6	0,9	0,2	0,0
- dont Sociétés et entreprises individuelles non financières	364,8	2,1	2,0	0,5
- dont administration publique	132,2	-0,1	0,5	0,4
- dont Ménages hors entrepreneurs individuels	133,1	-0,2	-4,4	-0,7
Exportations	1 009,4	0,0	0,6	1,0
Contribution des variations de stocks		0,0	0,4	-0,2

Source : Comptes nationaux, Insee

En 2025, l'absence de révision du taux de croissance masque une nette révision à la baisse de la demande intérieure finale, via la consommation publique, du fait de l'intégration du compte des administrations publiques, contrebalancée par une révision à la hausse du solde extérieur, essentiellement des exportations. La contribution des stocks est également revue un peu à la baisse, en partie en miroir.

En 2024, la révision à la hausse du PIB s'explique essentiellement par une révision à la hausse de la contribution des variations de stocks (+0,4 point), atténuée par une révision à la baisse du volume de consommation des ménages (-0,2 point). La contribution des échanges extérieurs n'est pas révisée. Néanmoins, les taux de croissance des exportations et les importations sont révisés à la hausse de 0,6 point chacun, suite à l'intégration des dernières données de la balance des paiements.

En 2023, la révision à la hausse du PIB (+0,2 point) se traduit pas une révision à la hausse de la FBCF des entreprises non financières et de la consommation des ménages. La contribution des échanges extérieurs et celle des variations de stocks ne sont pas révisées

Figure 1-2 : Contribution des composantes du PIB à la révision de la croissance

	2025			
	Base 2020	2023	2024	2025
RESSOURCES				
PIB	2 991,1	0,2	0,3	0,0
Importations	1 023,8	0,0	0,2	0,0
EMPLOIS				
Dépenses de consommation	2 335,0	0,0	-0,1	
- dont ménages	1 545,9	0,1	-0,1	0,0
- dont administration publique	719,6	0,0	0,0	-0,2
- dont ISBLSM	69,5	0,0	0,0	0,0
FBCF totale	663,6	0,2	0,0	0,0
- dont Sociétés et entreprises individuelles non financières	364,8	0,3	0,2	0,1
- dont administration publique	132,2	0,0	0,0	0,0
- dont Ménages hors entrepreneurs individuels	133,1	0,0	-0,2	0,0
Exportations	1 009,4	0,0	0,2	0,4
Contribution des variations de stocks	0,0	0,0	0,4	-0,1

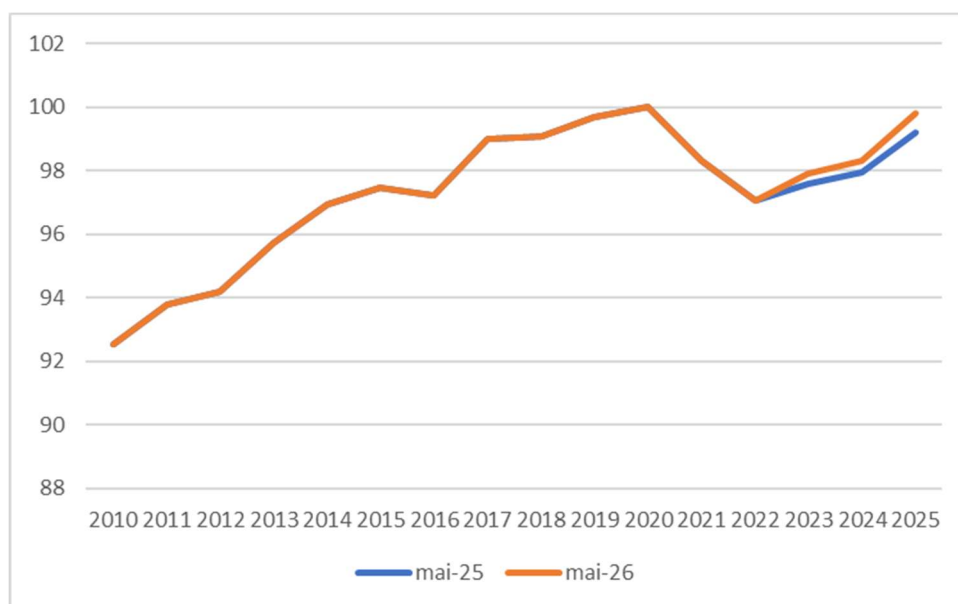
Source : Comptes nationaux, Insee

2. Révision de la productivité

Le taux de croissance de la productivité horaire est révisé en légère hausse en 2023 (+0,3 point) et 2025 (+0,2 point) et n'est pas révisé en 2024.

L'évolution du volume horaire travaillé est, en effet, révisée en baisse en 2023 (-0,2 point) et 2025 (-0,1point) mais en hausse en 2024 (+0,3 point).

Figure 2-1 : Évolution de la productivité horaire (base 100 : 2020)



Source : Comptes nationaux, Insee

3. Révision de la valeur ajoutée des secteurs institutionnels

Le PIB en valeur est revu dans des proportions différentes des volumes, du fait de la révision du déflateur du PIB : la croissance du PIB en valeur est ainsi revue de +0,3 point en 2023, +0,3 point en 2024 et -0,1 point en 2025 contre respectivement +0,2, +0,3, +0,0 point en volume.

Les révisions des VA des secteurs institutionnels sont plus heurtées (*figure 3-1*) : en 2025, les révisions s'expliquent pour les entreprises financières par la prise en compte de nouvelles données sur les assurances. Elles découlent, pour le compte des entreprises non financières de la révision de l'approche demande et pour les ménages d'une révision de la production de services de logement. L'augmentation des impôts nets de subventions est révisée à la baisse, principalement du fait de la révision à la hausse du niveau 2024 avec l'actualisation du droit constaté sur la TVA.

Sur les années 2023-2024, les révisions sont essentiellement dues à la prise en compte de données comptables : liasses fiscales pour les entreprises non financières et les auxiliaires financiers et données de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACPR) pour les sociétés financières, notamment pour les assurances.

Figure 3-1 : Révisions des valeurs ajoutées des secteurs institutionnels (En Md€)

Secteur institutionnel	2025 Base 2020	Révisions des variations (En Md€)		
		2023	2024	2025
Sociétés non financières	1 543,8	5,3	10,2	2,0
Sociétés financières	112,6	-0,7	1,2	-2,4
Administration publique	496,1	0,5	-0,2	1,1
Ménages	459,2	2,1	-4,6	-2,0
ISBLSM	53,2	0,0	0,0	-0,2
Total des secteurs institutionnels	2 664,9	7,2	6,6	-1,6
Impôts moins subventions sur les produits	326,2	0,1	1,5	-2,1
Produit intérieur brut	2 991,1	7,3	8,1	-3,7

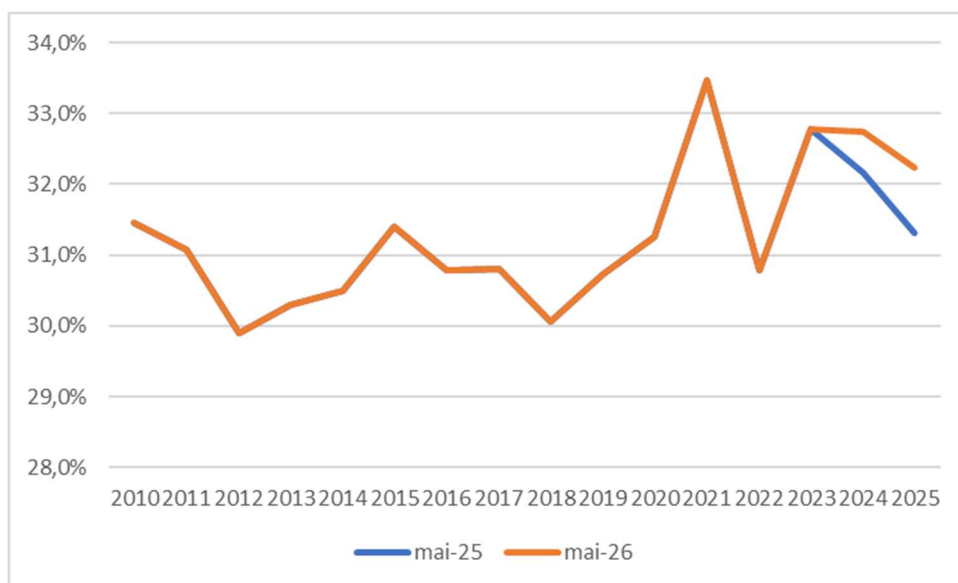
Source : Comptes nationaux, Insee

4. Révision du taux de marge et du taux d'investissement des sociétés non financières

L'évolution du taux de marge des sociétés non financières est révisée en hausse : +0,0 point en 2023, 0,6 point en 2024 et +0,9 point en 2025 (figure 4-1). En 2025, la révision à la hausse de l'EBE s'explique par une révision à la hausse de la dynamique de la valeur ajoutée, renforcée par une révision à la baisse de la hausse des rémunérations versées par le SNF, du fait d'une révision des cotisations. La révision à la hausse de la valeur ajoutée en 2024, liée essentiellement à la prise en compte des liasses fiscales pour les entreprises non financières, se traduit par une révision également à la hausse de l'excédent brut d'exploitation, alors que les rémunérations des salariés sont peu revues (figure 7-5).

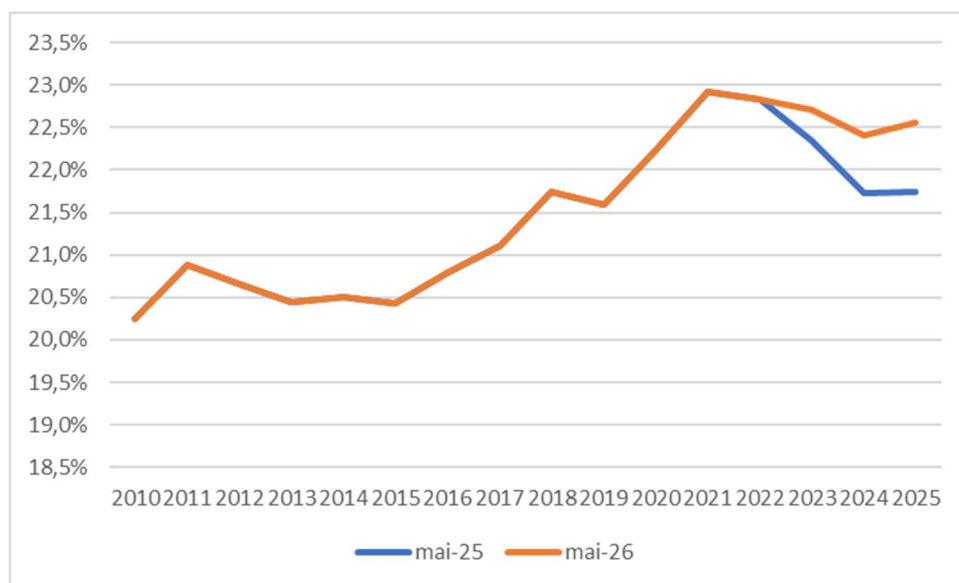
Le taux d'investissement est également revu en hausse de 0,4 point en 2023, de 0,7 point en 2024 et 0,8 point en 2025.

Figure 4-1 : Évolution du taux de marge des sociétés non financières (En %)



Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 4-2 : Évolution du taux d'investissement des sociétés non financières (En %)



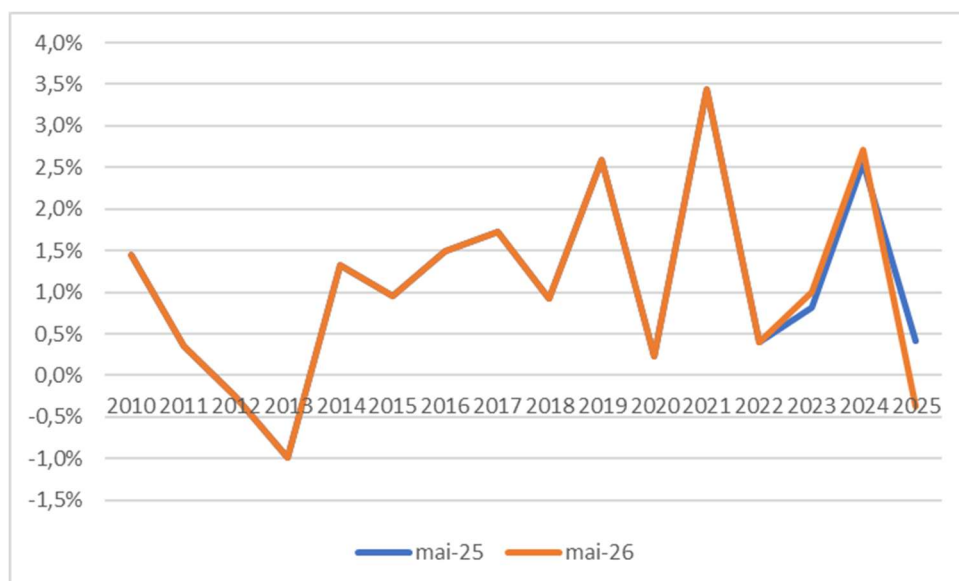
Source : Comptes nationaux, Insee

5. Révision du pouvoir d'achat des ménages

Le pouvoir d'achat des ménages est légèrement revu à la hausse, en 2023 (+0,2 point) et 2024 (+0,2 point) mais en baisse en 2025 (-0,9 point). En 2025, la révision du pouvoir d'achat est principalement due à la révision du RDB (-0,7 point) et dans une moindre mesure du déflateur de la consommation (+0,2 point). Le compte publié fin mai 2026 intègre la révision des revenus du patrimoine, en lien avec l'anticipation de la contribution différentielle sur les hauts revenus, avec un versement atypique des dividendes en 2024, non enregistré lors de la publication de fin mai 2025 (révision de +11,3 Md€ des dividendes en 2024 et par contre-coup -7,8 Md€ en 2025).

En 2023, la hausse du pouvoir d'achat découle de la révision à la hausse du RDB, en lien avec celle des salaires versés par les SNF avec la prise en compte de la donnée Esane.

Figure 5-1 : Évolution du pouvoir d'achat des ménages (En %)

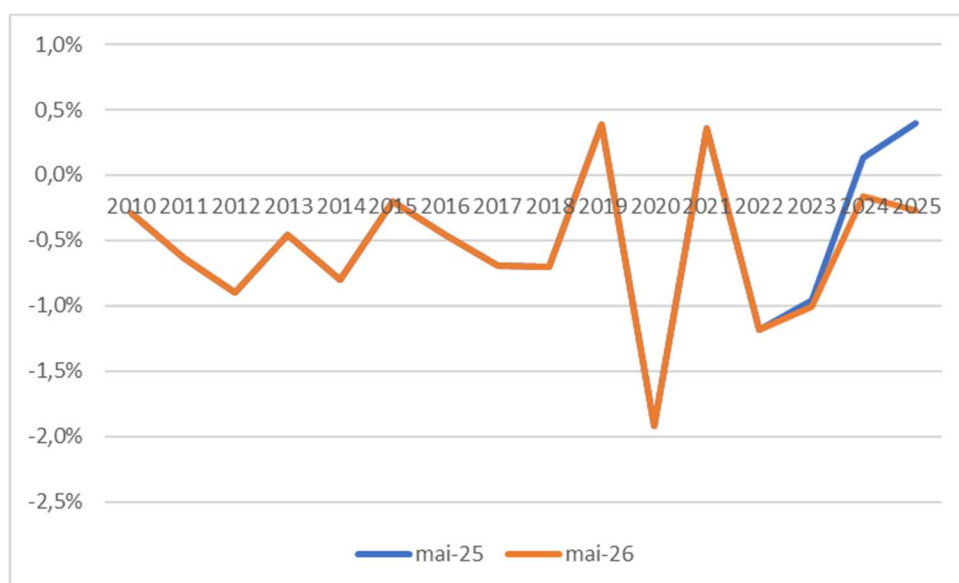


Source : Comptes nationaux, Insee

6. Révision du besoin de financement de la nation

La capacité de financement de la nation est revue à la baisse de 0,1 point en 2023, -0,3 point en 2024 et -0,7 point en 2025 et atteint -0,3% du PIB en 2025. Ces révisions s'expliquent en premier lieu par la révision des revenus de la propriété reçus et versés au reste du monde mais également du solde commercial, en lien avec la révision de la Balance des paiements. La variation du solde commercial est révisée à la baisse les trois années, respectivement -0,9 Md€, -0,2 Md€ et -1,2 Md en 2023, 2024 et 2025 (figure 7-7).

Figure 6.1 : La capacité (+) / (-) besoin de financement de la nation (En % du PIB)



Source : Comptes nationaux, Insee

7. Annexes

7.1 Tableaux de contributions par produit aux révisions des opérations sur biens et services

Figure 7-1 : Contributions par produit à la révision à la dépense de consommation des ménages

Produits	2025 Base 2020	Contribution à la révision (En %)		
		2023	2024	2025
Total	1 545,9	0,2	-0,2	0,1
Agriculture, sylviculture et pêche	36,7	0,0	0,0	
Produits des industries alimentaires, boissons et produits à base de tabac	213,6	0,0	0,0	0,1
Energie	78,2	0,0	0,0	
Produits de la cokéfaction et du raffinage	54,0	0,0	-0,1	0,0
Équipements électriques ; produits informatiques, électroniques et optiques	37,8	0,0	0,0	
Véhicules autres matériels de transport	75,8	0,0	0,0	
Autres produits industriels	162,1	0,0	0,0	-0,1
Constructions et travaux de construction	30,0	0,0	0,0	0,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	6,7	0,0	0,0	0,0
Services de transport et d'entreposage	55,2	0,0	0,1	0,0
Services d'hébergement et de restauration	141,0	0,2	0,0	0,1
Services d'information et de communication	54,5	0,0	-0,1	0,0
Services financiers et assurances	121,3	0,0	-0,1	-0,1
Services immobiliers	309,0	0,0	0,0	0,0
Services professionnels, scientifiques, techniques ; services adm. et d'ass.	46,0	0,0	0,0	0,0
Services artistiques et du spectacle et services récréatifs ; autres services	65,1	0,0	0,1	0,0
Services principalement non marchands (*)	79,0	0,0	-0,1	0,0
Correction territoriale	-20,0	0,0	0,0	0,0

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 7-2 : Contributions par produit à la révision de la FBCF

Produits	2025 Base 2020	Contribution à la révision en %		
		2023	2024	2025
Total	663,6	0,9	0,2	-0,1
Agriculture, sylviculture et pêche	1,3	0,0	0,0	
Équipements électriques, informatiques, électroniques, optiques	49,9	0,4	0,1	0,0
Véhicules autres matériels de transport	50,0	0,0	0,0	0,2
Autres produits industriels	51,5	0,4	0,0	0,3
Constructions et travaux de construction	287,8	0,1	-0,1	-0,7
Services d'information et de communication	101,0	-0,1	0,1	0,1
Services immobiliers	8,5	0,0	0,0	0,0
Services professionnels, scientifiques, techniques, adm. et d'ass.	110,8	0,1	0,1	0,1
Services artistiques et du spectacle, récréatifs, autres services	2,8	0,0	0,0	0,0

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 7.3 : Contributions par produit à la révision des exportations

Produits	2025 Base 2020	Contributions aux révisions (En %)		
		2023	2024	2025
Total	1 009,4	0,0%	0,6%	1,0%
Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes	20,4	-0,2%	0,1%	0,0%
Produits des industries alimentaires, boissons et produits à base de tabac	65,3	0,0%	0,0%	0,1%
Energie	24,0	0,0%	0,0%	
Produits de la cokéfaction et du raffinage	15,6	0,0%	0,0%	0,1%
Équipements électriques, informatiques, électroniques et optiques	108,3	0,0%	0,0%	0,0%
Véhicules autres matériels de transport	155,7	-0,3%	0,2%	0,0%
Autres produits industriels	269,7	0,0%	0,1%	0,0%
Constructions et travaux de construction	0,8	0,0%	0,0%	
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	8,6	0,0%	0,1%	0,0%
Services de transport et d'entreposage	55,2	0,2%	-0,1%	0,3%
Services d'information et de communication	29,6	0,0%	-0,3%	0,2%
Services financiers et assurances	44,5	0,1%	0,1%	0,2%
Services professionnels, scientifiques, techniques, administratifs	126,9	0,1%	0,6%	0,2%
Services artistiques, du spectacle, récréatifs ; autres services	5,4	0,0%	0,0%	0,0%
Services principalement non marchands (*)	1,8	0,0%	0,0%	0,0%
Correction territoriale	77,5	0,0%	0,0%	0,0%

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 7.4 : Contributions par produit à la révision des importations

Produits	2025 Base 2020	Contributions aux révisions (En %)		
		2023	2024	2025
Total	1 023,8	0,0%	0,6%	-0,1%
Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes	20,9	0,0%	0,0%	-0,1%
Produits des industries alimentaires, boissons et produits à base de tabac	64,6	0,0%	0,0%	0,0%
Energie	51,9	0,0%	0,1%	
Produits de la cokéfaction et du raffinage	32,1	0,0%	0,0%	-0,9%
Équipements électriques, informatiques, électroniques et optiques	147,7	0,0%	0,0%	0,0%
Véhicules autres matériels de transport	130,2	0,0%	0,0%	0,1%
Autres produits industriels	285,0	-0,1%	0,1%	0,0%
Constructions et travaux de construction	2,6	0,0%	0,0%	0,0%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	8,9	0,0%	0,0%	0,0%
Services de transport et d'entreposage	57,3	0,0%	0,2%	0,0%
Services d'information et de communication	37,3	0,0%	0,1%	0,2%
Services financiers et assurances	33,8	0,0%	0,0%	0,3%
Services professionnels, scientifiques, techniques, administratifs	108,7	0,1%	0,2%	0,2%
Services artistiques, du spectacle, récréatifs ; autres services	4,1	0,0%	0,0%	0,0%
Services principalement non marchands (*)	0,9	0,0%	0,0%	0,0%
Correction territoriale	57,5	0,0%	0,0%	0,0%
Correction CAF-FAB	-19,6	0,0%	0,0%	

Source : Comptes nationaux, Insee

7.2 Tableaux de révision des comptes de secteur

Figure 7.5 : Révisions du compte des sociétés non financières

		2025 Base 2020	Révisions des variations (En Md€)		
			2023	2024	2025
Valeur ajoutée		1 543,8	5,3	10,2	2,0
Rémunération des salariés	-	1 012,4	3,7	-3,2	-1,9
Impôts nets des subventions	-	33,8	-0,2	1,2	-1,6
Excédent brut d'exploitation	=	497,5	1,7	12,2	5,5
Revenus de la propriété (reçus - versés)	+	-84,7	3,8	-13,1	18,6
Impôts sur le revenu	-	73,4	0,0	-0,1	-0,7
Autres transferts	+	-30,2	-0,2	0,1	-3,4
Epargne	=	309,2	5,4	-0,7	21,4
Formation brute de capital fixe	-	348,2	6,6	7,2	2,6
Variations de stocks	-	2,5	-1,4	11,2	-2,5
Autres opérations en capital	+	-3,4	0,9	-1,7	-1,4
Capacité (+)/besoin (-) de financement	=	-3,9	1,1	-20,8	19,9
Taux de marge (En %)		32,2	0,0%	0,6%	0,9%
Taux d'investissement (En %)		22,6	0,4%	0,7%	0,8%
Taux d'autofinancement (En %)		88,8	-0,4%	-2,4%	3,1%

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 7.6 : Révisions du compte des sociétés financières

		2025 Base 2020	Révisions des variations (En Md€)		
			2023	2024	2025
Valeur ajoutée		112,6	-0,7	1,2	-2,4
Rémunération des salariés	-	75,7	0,5	1,2	
Impôts nets des subventions	-	10,0	0,1	0,1	
Excédent brut d'exploitation	=	26,9	-1,3	-0,1	-4,7
Revenus de la propriété (reçus - versés)	+	-6,0	-4,2	4,2	-13,7
<i>intérêts(reçus - versés)</i>	+	40,3	-10,4	-9,0	-6,0
<i>dividendes (reçus - versés)</i>	+	31,9	4,6	5,1	-8,3
<i>Bénéfices réinvestis (reçus - versés)</i>	+	4,0	0,0	0,0	-1,8
<i>Revenus d'investissement (reçus - versés)</i>	+	-82,3	0,3	4,3	2,4
Impôts sur le revenu	-	18,2	0,0	0,0	
Autres transferts	+	8,7	7,5	1,3	
Epargne	=	5,4	-3,4	5,7	-19,9
Formation brute de capital fixe	-	26,8	-1,0	-0,3	
Autres opérations en capital	+	-0,4	-0,1	0,2	
Capacité (+)/besoin (-) de financement	=	-21,9	-2,5	6,2	-17,3

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 7.8 : Révisions du compte des ménages

		2025 Base 2020	Révisions des variations (En Md€)		
			2023	2024	2025
Revenus d'activité nets	+	1 127,0	4,0	0,9	6,8
<i>Rémunérations des salariés</i>	+	1 573,1	4,1	-1,5	
<i>Revenu mixte des entrepreneurs individuels</i>	+	140,9	1,1	-2,0	
<i>Cotisations sociales</i>	-	587,0	1,3	-4,4	
Revenus du patrimoine	+	402,1	-1,9	2,8	-14,7
<i>Revenus de la propriété reçus nets</i>	+	140,3	-3,0	5,1	
<i>EBE des ménages purs</i>	+	261,8	1,1	-2,4	
Prestations sociales en espèces	+	647,0	1,3	-3,7	-5,1
Impôts courants sur le revenu et sur le patrimoine	-	291,9	0,2	-0,5	-1,3
Transferts versés aux ISBLSM	-	17,6	-0,3	-3,4	
Autres transferts (reçus - versés)	+	10,3	0,6	-1,0	
Revenu disponible brut des ménages	=	1 876,9	4,0	2,9	-12,3
Dépense de consommation des ménages	-	1 545,9	3,0	-3,4	5,0
Variation des droits à pension	+	6,3	0,1	-0,5	0,0
Epargne	=	337,2	1,1	5,9	-17,3
FBCF	-	149,7	0,8	-6,4	-1,0
Autres opérations en capital	+	-17,3	-0,2	0,1	
Capacité/besoin de financement	=	170,2	0,1	12,3	-16,4
<i>Pouvoir d'achat des ménages (dans leur ensemble) - En %</i>		-0,4%	0,2%	0,2%	-0,9%
<i>Taux d'épargne - En %</i>		18,5	0,0%	0,3%	-0,5%

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 7.9 : Révisions des ratios de finances « publiques » le 27 mars et celle du 29 mai 2026

Les révisions du compte des administrations publiques entre la publication de mai 2025 et mai 2026 ne sont pas présentées, car les principaux agrégats ont déjà été publiés le 27 mars dernier dans le cadre de la notification des ratios de finances publiques à la Commission européenne. Des modifications mineures ont pu être apportées au compte des administrations publiques. C'est ce qui est présenté dans cette figure.

	2025 Base 2020	Révisions en points de PIB		
		2023	2024	2025
Dépenses	57,3	-	-	0,1
Recettes	52,2	-	-	0,1
Déficit au sens de Maastricht	- 5,1	-	-	-
Dette des administrations publiques (brute)	115,7	-	-	0,1
Prélèvements obligatoires	43,6	-	- 0,1	-

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 7.10 : Révisions du compte des ISBLSM

		2024 Base 2020	Révisions des variations (En Md€)		
			2023	2024	2025
Valeur ajoutée	+	46,6	0,0	0,0	-0,2
Rémunération des salariés	-	45,3	0,0	0,1	ns
Impôts nets des subventions	-	1,3	0,0	-0,1	ns
Excédent brut d'exploitation	=	5,7	0,0	0,0	ns
Revenus de la propriété (reçus - versés)	+	3,2	0,1	-0,1	ns
Transferts courants (reçus - versés)	+	63,7	-0,1	-3,6	ns
Revenu disponible brut	=	72,7	0,0	-3,7	ns
Dépense de consommation des ISBLSM	-	68,4	0,1	0,5	ns
Epargne brute		4,3	-0,1	-4,2	ns
Formation brute de capital fixe	-	6,5	0,0	0,0	ns
Autres opérations en capital	+	3,6	0,1	0,0	ns
Capacité (+)/besoin (-) de financement	=	1,4	-0,1	-4,2	ns

Source : Comptes nationaux, Insee

Figure 7.11 : Révisions des relations avec le Reste du Monde (RdM)

		2025 Base 2020	Révisions des variations (En Md€)		
			2023	2024	2025
Exportations	+	1 009,4	0,8	6,6	7,1
Importations	-	1 023,8	1,8	6,8	8,3
Solde du commerce extérieur	=	-14,4	-0,9	-0,2	-1,2
Rémunération reçue du RdM	+	39,1	-0,2	0,2	3,0
Rémunération versée au RdM	-	2,2	0,1	-0,1	0,2
Subventions reçues du RdM	+	-8,0	0,0	-0,4	
Revenus de la propriété reçus du RdM	+	313,2	-0,2	-1,5	-32,2
Revenus de la propriété versés au RdM	-	303,9	3,3	2,4	-24,2
Transferts courants reçus du RdM	+	46,3	1,1	2,6	
Transferts courants versés au RdM	-	88,3	-0,9	4,0	
Autre opérations non financières (reçues - versés)	+	10,2	1,1	-1,4	
Capacité/besoin de financement de la Nation	=	-8,0	-1,6	-6,9	-11,4

Source : Comptes nationaux, Insee